

## Note

(1) *Session 2000-2001.*  
Chambre.  
*Documents parlementaires.* — Projet de loi, 50-1340 - n° 1. — Amendements, 50-1340 - n° 2.  
*Session 2001-2002.*  
Chambre.  
*Documents parlementaires.* — Amendements, 50-1340 - n°s 3 et 4. — Rapport, 50-1340 - n°s 5 et 6.  
*Session 2002-2003.*  
Chambre.  
*Documents parlementaires.* — Amendements, 50-1340 - n°s 7 et 8. — Rapport, 50-1340 - n° 9. — Texte adopté par la commission, 50-1340 - n° 10. — Amendements, 50-1340 - n° 11. — Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat, 50-1340 - n° 12.  
*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 12 et 13 mars 2003.  
Sénat.  
*Documents parlementaires.* — Projet évoqué par le Sénat, 2-1531 - n° 1. — Amendements, 2-1531 - n° 2. — Rapport, 2-1531 - n° 3. — Amendements, 2-1531 - n° 4. — Décision de ne pas amender, 2-1531 - n° 4.  
*Annales parlementaires.* — Discussion et adoption. Séances des 2 et 3 avril 2003.

## Nota

(1) *Zitting 2000-2001.*  
Kamer.  
*Parlementaire stukken.* — Wetsontwerp, 50-1340 - nr. 1. — Amendementen, 50-1340 - nr. 2.  
*Zitting 2001-2002.*  
Kamer.  
*Parlementaire stukken.* — Amendementen, 50-1340 - nrs. 3 et 4. — Verslag, 50-1340 - nrs. 5 et 6.  
*Zitting 2002-2003.*  
Kamer.  
*Parlementaire stukken.* — Amendementen, 50-1340 - nrs. 7 et 8. — Verslag, 50-1340 - nr. 9. — Tekst aangenomen door de commissie, 50-1340 - nr. 10. — Amendementen, 50-1340 - nr. 11. — Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat, 50-1340 - nr. 12.  
*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en stemming. Vergaderingen van 12 en 13 maart 2003.  
Senaat.  
*Parlementaire stukken.* — Ontwerp geëvoceerd door de Senaat, 2-1531 - nr. 1. — Amendementen, 2-1531 - nr. 2. — Verslag, 2-1531 - nr. 3. — Amendementen, 2-1531 - nr. 4. — Beslissing om niet te amenderen, 2-1531 - nr. 4.  
*Parlementaire Handelingen.* — Bespreking en stemming. Vergaderingen van 2 en 3 april 2003.

SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE

F. 2003 — 1901

[C — 2003/22561]

**5 MAI 2003.** — **Loi spéciale instaurant un nouveau mode de calcul de la contribution de responsabilisation à charge de certains employeurs du secteur public (1)**

ALBERT II, Roi des Belges,  
A tous, présents et à venir, Salut.

Les Chambres ont adopté et Nous sanctionnons ce qui suit :

**Article 1<sup>er</sup>.** La présente loi spéciale règle une matière visée à l'article 77 de la Constitution.

**Art. 2.** La présente loi spéciale s'applique aux pouvoirs suivants :

- 1° la Communauté flamande;
- 2° la Communauté française;
- 3° la Communauté germanophone;
- 4° la Région wallonne;
- 5° la Région de Bruxelles-Capitale;
- 6° la Commission communautaire commune;
- 7° la Commission communautaire française.

**Art. 3.** Les pouvoirs visés à l'article 2 sont tenus de verser chaque année au Fonds des pensions de survie leur part dans la contribution de responsabilisation en matière de pension de retraite dont le montant global est fixé à l'article 4.

Sans préjudice à l'application de l'article 7, la part due par chacun des pouvoirs visés à l'article 2 dans le montant global de contribution de responsabilisation est égale à la proportion que la masse salariale payée au cours de l'année qui précède par le pouvoir concerné représente par rapport à la masse salariale payée au cours de cette même année par l'ensemble des pouvoirs visés à cet article.

Pour l'application de l'alinéa 2, de l'article 4 et de l'article 5, alinéa 3, les masses salariales à prendre en compte sont celles soumises à la retenue visée à l'article 60 de la loi du 15 mai 1984 portant mesures d'harmonisation dans les régimes de pensions.

**Art. 4.** Le montant global de la contribution de responsabilisation due pour une année déterminée est égal au pourcentage défini à l'article 5 de la masse salariale totale payée, au cours de l'année qui précède, tant par les pouvoirs visés à l'article 2 que par l'Etat fédéral, à l'exclusion de la masse salariale des militaires et des ministres des

FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID

N. 2003 — 1901

[C — 2003/22561]

**5 MEI 2003.** — **Bijzondere wet tot instelling van een nieuwe berekeningswijze van de responsabiliseringsbijdrage ten laste van sommige werkgevers van de openbare sector (1)**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

De Kamers hebben aangenomen en Wij bekrachtigen, hetgeen volgt :

**Artikel 1.** Deze bijzondere wet regelt een aangelegenheid bedoeld in artikel 77 van de Grondwet.

**Art. 2.** Deze bijzondere wet is van toepassing op de volgende overheden :

- 1° de Vlaamse Gemeenschap;
- 2° de Franse Gemeenschap;
- 3° de Duitstalige Gemeenschap ;
- 4° het Waalse Gewest;
- 5° het Brussels Hoofdstedelijk Gewest;
- 6° de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie;
- 7° de Franse Gemeenschapscommissie.

**Art. 3.** De in artikel 2 bedoelde overheden dienen ieder jaar hun deel van de responsabiliseringsbijdrage inzake rustpensioenen, waarvan het totale bedrag vastgesteld wordt in artikel 4, in het Fonds voor Overlevingspensioenen te storten.

Onverminderd de toepassing van artikel 7, is het gedeelte van het totale bedrag van de responsabiliseringsbijdrage dat verschuldigd is door elk van de in artikel 2 bedoelde overheden, gelijk aan de verhouding die de weddenmassa betaald in de loop van het voorafgaande jaar door de betrokken overheid vertegenwoordigt ten opzichte van de weddenmassa betaald in de loop van datzelfde jaar door het geheel van de in dat artikel bedoelde overheden.

Voor de toepassing van het tweede lid, van artikel 4 en van artikel 5, derde lid, zijn de in aanmerking te nemen weddenmassa's die welke onderworpen zijn aan de in artikel 60 van de wet van 15 mei 1984 houdende maatregelen tot harmonisering in de pensioenregelingen bedoelde afhouding.

**Art. 4.** Het totale bedrag van de voor een bepaald jaar verschuldigde responsabiliseringsbijdrage is gelijk aan het in artikel 5 bepaalde percentage van de in de loop van het voorafgaande jaar, zowel door de in artikel 2 bedoelde overheden als door de federale Staat, betaalde totale weddenmassa, met uitzondering van de weddenmassa van de

cultes ainsi que celle des gendarmes pour la période antérieure à leur transfert à la police intégrée.

**Art. 5.** Le pourcentage visé à l'article 4 est égal à la différence entre d'une part le taux de cotisation moyen défini à l'alinéa 3 et d'autre part le nombre 30, multipliée par la fraction définie à l'alinéa 2.

Pour les contributions de responsabilisation dues pour les années 2001 à 2003, la fraction visée à l'alinéa 1<sup>er</sup> est égale à 4/100; pour les années ultérieures, cette fraction est, au terme de chaque période de trois années et pour la première fois en 2004, augmentée à concurrence de 0,1/100.

Le taux de cotisation moyen visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est égal à la moyenne, pour les trois années immédiatement antérieures à celle pour laquelle la contribution de responsabilisation est due, des taux de cotisation exprimés en pour-cent qu'il faudrait appliquer, pour chacune de ces années, sur la masse salariale définie à l'article 4 en vue de couvrir, pour chacune de ces mêmes années, la charge des pensions de retraite qui se rapporte à du personnel dont la masse salariale est définie à ce même article.

Par charge des pensions de retraite au sens de l'alinéa 3, il faut entendre la charge des pensions de retraite et des quotes-parts de pensions de retraite payées par le Trésor public pour du personnel visé à cet alinéa, y compris le pécule de vacances.

Le pourcentage visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> et les taux de cotisation visés à l'alinéa 3 sont exprimés en pourcentage avec cinq chiffres derrière la virgule; ils sont arrondis par excès ou par défaut selon que le sixième chiffre atteint ou est inférieur à 5.

**Art. 6.** Pour la fixation de la masse salariale visée aux articles 3, alinéa 2, 4 et 5, alinéa 3 et de la charge des pensions de retraite visée à l'article 5, alinéas 3 et 4, il est tenu compte de l'ensemble des traitements et des pensions payés au cours de l'année civile en cause.

**Art. 7.** Si, pour une année déterminée, la contribution de responsabilisation résultant de l'application de l'article 3, alinéa 2, est supérieure :

— pour la Communauté flamande à :	5.899.400,00 €
— pour la Communauté française à :	8.679.000,00 €
— pour la Communauté germanophone à :	103.800,00 €
— pour la Région wallonne à :	3.450.800,00 €
— pour la Région de Bruxelles-Capitale à :	69.100,00 €
— pour la Commission communautaire commune à :	5.700,00 €
— pour la Commission communautaire française à :	1.400,00 €

La contribution de responsabilisation due par ce pouvoir est égale au montant précité, augmenté de 10 p.c. de la différence entre le montant de la contribution résultant de l'application de l'article 3, alinéa 2, et le montant précité.

Le pourcentage de 10 p.c. visé à l'alinéa 1<sup>er</sup> est d'application pour la contribution de responsabilisation due pour l'année 2001; pour les années ultérieures, ce pourcentage est chaque année augmenté à concurrence de 10 p.c..

**Art. 8.** § 1<sup>er</sup>. Le Roi fixe chaque année, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après concertation avec les Gouvernements des pouvoirs visés à l'article 2, le montant de la contribution de responsabilisation due par chaque pouvoir pour l'année civile en cours.

§ 2. L'arrêté royal visé au § 1<sup>er</sup> fixe la date ultime à laquelle la contribution de responsabilisation due par un pouvoir doit parvenir au Fonds des pensions de survie. Cette date ultime doit se situer au moins soixante jours après la publication de cet arrêté au *Moniteur belge*.

Si la contribution de responsabilisation due par un pouvoir n'est pas parvenu au Fonds des pensions de survie à la date définie à l'alinéa 1<sup>er</sup>, le Ministre des Finances peut mettre le pouvoir concerné en demeure d'effectuer le versement du montant dû. Si ce montant n'est pas parvenu au Fonds des pensions de survie le septième jour qui suit celui de la mise en demeure, le Ministre des Finances peut, au nom et à charge de ce pouvoir, souscrire un emprunt auprès de l'institution de crédit qui exerce la fonction de caissier de ce pouvoir.

Si le caissier refuse la souscription de l'emprunt visé à l'alinéa 2, les dispositions relatives aux procédures de recouvrement ainsi qu'aux sanctions prévues en matière de cotisations de sécurité sociale dues par les personnes morales de droit public sont, à partir du septième jour qui

militairen en de bedienaars van de erediensten alsook die van de rijkswachters voor de periode gelegen vóór hun overdracht naar de geïntegreerde politie.

**Art. 5.** Het in artikel 4 bedoelde percentage is gelijk aan het verschil tussen, enerzijds, de in het derde lid bepaalde gemiddelde bijdragevoet en, anderzijds, het getal 30, vermenigvuldigd met de in het tweede lid bepaalde breuk.

Voor de voor de jaren 2001 tot en met 2003 verschuldigde responsabiliseringsbijdragen is de in het eerste lid bedoelde breuk gelijk aan 4/100; voor de volgende jaren wordt deze breuk, op het einde van elke periode van drie jaar en voor de eerste keer in 2004, verhoogd ten belope van 0,1/100.

De in het eerste lid bedoelde gemiddelde bijdragevoet is gelijk aan het gemiddelde, voor de drie jaren onmiddellijk gelegen voor datgene waarvoor de responsabiliseringsbijdrage verschuldigd is, van de in percent uitgedrukte bijdragevoeten die, voor ieder van die jaren, zou dienen toegepast te worden op de in artikel 4 bepaalde weddenmassa om, voor elk van diezelfde jaren, de last te dekken van de rustpensioenen die betrekking heeft op het personeel waarvan de weddenmassa bepaald is in datzelfde artikel.

Onder last van de rustpensioenen in de zin van het derde lid dient te worden verstaan de last van de rustpensioenen en van de aandelen in de rustpensioenen betaald door de Staatskas voor het in dat lid bedoelde personeel, met inbegrip van het vakantiegeld.

Het in het eerste lid bedoelde percentage en de in het derde lid bedoelde bijdragevoeten worden uitgedrukt in een percentage met vijf cijfers na de komma; zij worden afgerond naar boven of naar beneden naargelang het zesde cijfer al dan niet 5 bereikt.

**Art. 6.** Voor de vaststelling van de weddenmassa bedoeld in de artikelen 3, tweede lid, 4 en 5, derde lid, en van de in artikel 5, derde en vierde lid, bedoelde rustpensioenlast wordt rekening gehouden met het geheel van de wedden en de pensioenen betaald in de loop van het betrokken kalenderjaar.

**Art. 7.** Indien voor een bepaald jaar de uit de toepassing van artikel 3, tweede lid, voortvloeiende responsabiliseringsbijdrage meer bedraagt dan :

— voor de Vlaamse Gemeenschap :	5.899.400,00 €
— voor de Franse Gemeenschap :	8.679.000,00 €
— voor de Duitstalige Gemeenschap :	103.800,00 €
— voor het Waalse Gewest :	3.450.800,00 €
— voor het Brussels Hoofdstedelijk Gewest :	69.100,00 €
— voor de Gemeenschappelijke Gemeenschapscommissie :	5.700,00 €
— voor de Franse Gemeenschapscommissie :	1.400,00 €

Is de door die overheid verschuldigde responsabiliseringsbijdrage gelijk aan voormeld bedrag, vermeerderd met 10 pct. van het verschil tussen het bedrag van de uit de toepassing van artikel 3, tweede lid, voortvloeiende bijdrage en voormeld bedrag.

Het in het eerste lid bedoelde percentage van 10 pct. is van toepassing voor de voor het jaar 2001 verschuldigde responsabiliseringsbijdrage; voor de volgende jaren wordt dit percentage elk jaar verhoogd ten belope van 10 pct.

**Art. 8.** § 1. De Koning bepaalt ieder jaar, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na overleg met de Regeringen van de in artikel 2 bedoelde overheden, het bedrag van de door elke overheid voor het lopende kalenderjaar verschuldigde responsabiliseringsbijdrage.

§ 2. Het in § 1 bedoelde koninklijk besluit bepaalt de datum waarop de door een overheid verschuldigde responsabiliseringsbijdrage uiterlijk bij het Fonds voor Overlevingspensioenen moet toekomen. Deze uiterste datum dient zich op zijn minst zestig dagen na de bekendmaking van dat besluit in het *Belgisch Staatsblad* te situeren.

Indien de door een overheid verschuldigde responsabiliseringsbijdrage niet bij het Fonds voor Overlevingspensioenen is toegekomen op de in het eerste lid bepaalde datum, kan de Minister van Financiën de betrokken overheid in gebreke stellen voor het verschuldigde bedrag. Indien dit bedrag de zevende dag volgend op die van de ingebrekestelling niet bij het Fonds voor Overlevingspensioenen is toegekomen, kan de Minister van Financiën, in naam en ten laste van die overheid, een lening aangaan bij de kredietinstelling die de kassiersfunctie uitoefent bij die overheid.

Indien de kassier weigert de in het tweede lid bedoelde lening aan te gaan, zijn de bepalingen betreffende de inningsprocedures en de sancties die inzake sociale zekerheidsbijdragen verschuldigd door publiekrechtelijke rechtspersonen vastgesteld zijn, toepasselijk op het

suit la mise en demeure prévue à cet alinéa, applicables au montant dû par ce pouvoir.

Sans préjudice à l'application éventuelle des alinéas 2 et 3, si la contribution de responsabilisation due par un pouvoir n'est pas parvenue au Fonds des pensions de survie à la date définie à l'alinéa 1<sup>er</sup>, ce pouvoir est de plein droit redevable envers le Fonds précité d'intérêts de retard, dont le taux est à tout moment égal au taux d'intérêt légal, sur les montants dus.

**Art. 9.** Par dérogation à l'article 8, § 1<sup>er</sup>, le Roi fixe au cours de l'année 2003, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et après concertation avec les Gouvernements des pouvoirs visés à l'article 2, le montant de la contribution de responsabilisation due par chaque pouvoir pour les années 2001 et 2002.

**Art. 10.** Dans le courant de l'année 2003, l'application de la présente loi spéciale fera l'objet d'une évaluation par l'Etat fédéral et par les pouvoirs visés à l'article 2.

Si, au terme de l'évaluation visée à l'alinéa 1<sup>er</sup>, tous les pouvoirs visés à l'article 2 marquent leur accord, les dispositions de la présente loi spéciale restent intégralement applicables.

A défaut de l'accord visé à l'alinéa 2, le Roi peut, par arrêté délibéré en Conseil des Ministres et moyennant l'accord des Gouvernements de tous les pouvoirs visés à l'article 2, remplacer le nombre 30 prévu à l'article 5, alinéa 1<sup>er</sup>, la fraction résultant de l'application de l'article 5, alinéa 2, et le pourcentage résultant de l'application de l'article 7, alinéa 2, par un autre nombre, une ou plusieurs autres fractions et un ou plusieurs autres pourcentages qui seront utilisés pour fixer les contributions de responsabilisation dues à partir de l'année civile qui suit la publication de cet arrêté royal au *Moniteur belge*. Si cet arrêté royal n'est pas publié au *Moniteur belge* avant le 31 décembre 2003 ou avant le 31 décembre d'une année civile ultérieure, les contributions de responsabilisation dues par les pouvoirs visés à l'article 2 sont, pour l'année 2003 ainsi que pour les années ultérieures y compris celle au cours de laquelle l'arrêté royal aura été publié au *Moniteur belge*, égales à celles dues par ces mêmes pouvoirs pour l'année 2002.

**Art. 11.** Les montants versés par un pouvoir au titre d'avances sur sa contribution de responsabilisation dans le cadre d'un protocole conclu avant la publication de la présente loi spéciale au *Moniteur belge* entre l'Etat fédéral et les pouvoirs visés par la présente loi spéciale, viennent en déduction de la contribution de responsabilisation due par le pouvoir concerné.

**Art. 12.** L'article 14, alinéa 1<sup>er</sup>, de la loi du 14 avril 1965 établissant certaines relations entre les divers régimes de pensions du secteur public est complété comme suit :

« Pour les pensions de retraite uniques à charge du Trésor public, ce remboursement est opéré au profit du Fonds des pensions de survie. ».

**Art. 13.** La loi spéciale du 27 avril 1994 instaurant une contribution de responsabilisation à charge de certains employeurs du secteur public, tel que modifiée par la loi spéciale du 19 mai 1998, est abrogée.

**Art. 14.** La présente loi spéciale produit ses effets le 1<sup>er</sup> janvier 2001.

Promulguons la présente loi, ordonnons qu'elle soit revêtue du sceau de l'Etat et publiée par le *Moniteur Belge*.

Donné à Bruxelles, le 5 mai 2003.

ALBERT

Par le Roi :

Le Ministre des Affaires Sociales et des Pensions,  
F. VANDENBROUCKE

Scellé du sceau de l'Etat :

Le Ministre de la Justice,  
M. VERWILGHEN

door die overheid verschuldigde bedrag vanaf de zevende dag die volgt op de in dat lid bepaalde ingebrekestelling.

Onverminderd de eventuele toepassing van het tweede en derde lid is, indien de door een overheid verschuldigde responsabiliseringsbijdrage niet bij het Fonds voor Overlevingspensioenen is toegekomen op de in het eerste lid bepaalde datum, die overheid van ambtswege aan voormeld Fonds verwijlrentesten, waarvan de rentevoet op elk ogenblik gelijk is aan de wettelijke rentevoet, verschuldigd op de verschuldigde bedragen.

**Art. 9.** In afwijking van artikel 8, § 1, bepaalt de Koning in de loop van het jaar 2003, bij een in Ministerraad overlegd besluit en na overleg met de Regeringen van de in artikel 2 bedoelde overheden, het bedrag van de voor de jaren 2001 en 2002 door elke overheid verschuldigde responsabiliseringsbijdrage.

**Art. 10.** In de loop van het jaar 2003 zal de toepassing van deze bijzondere wet geëvalueerd worden door de federale Staat en de in artikel 2 bedoelde overheden.

Indien, op het einde van de in het eerste lid bedoelde evaluatie, alle in artikel 2 bedoelde overheden akkoord gaan, blijven de bepalingen van deze bijzondere wet integraal van toepassing.

Bij gebrek aan het in het tweede lid bedoelde akkoord kan de Koning, bij een in Ministerraad overlegd besluit en mits het akkoord van de Regeringen van alle in artikel 2 bedoelde overheden, het in artikel 5, eerste lid, bepaalde getal 30, de uit de toepassing van artikel 5, tweede lid, voortvloeiende breuk en het uit de toepassing van artikel 7, tweede lid, voortvloeiende percentage vervangen door een ander getal, één of meerdere andere breuken en één of meerdere andere percentages, die zullen gebruikt worden om de responsabiliseringsbijdragen vast te stellen die verschuldigd zijn vanaf het kalenderjaar dat volgt op de bekendmaking van dit koninklijk besluit in het *Belgisch Staatsblad*. Indien dit koninklijk besluit niet bekendgemaakt is in het *Belgisch Staatsblad* vóór 31 december 2003 of vóór 31 december van een later kalenderjaar, zijn de responsabiliseringsbijdragen die door de in artikel 2 bedoelde overheden verschuldigd zijn voor het jaar 2003 alsook voor de volgende jaren met inbegrip van dat tijdens welk het koninklijk besluit zal zijn bekendgemaakt in het *Belgisch Staatsblad*, gelijk aan die welke door diezelfde overheden verschuldigd zijn voor het jaar 2002.

**Art. 11.** De door een overheid bij wijze van voorschotten op de responsabiliseringsbijdrage gestorte bedragen in het kader van een vóór de bekendmaking van deze bijzondere wet in het *Belgisch Staatsblad* tussen de federale Staat en de in deze bijzondere wet bedoelde overheden afgesloten protocol, worden afgetrokken van de door de betrokken overheid verschuldigde responsabiliseringsbijdrage.

**Art. 12.** Artikel 14, eerste lid, van de wet van 14 april 1965 tot vaststelling van een zeker verband tussen de pensioenregelingen van de openbare sector wordt aangevuld als volgt :

« Voor de enige rustpensioenen ten laste van de Openbare Schatkist wordt deze terugbetaling uitgevoerd ten voordele van het Fonds voor Overlevingspensioenen. »

**Art. 13.** De bijzondere wet van 27 april 1994 tot instelling van een responsabiliseringsbijdrage ten laste van sommige werkgevers van de openbare sector, zoals gewijzigd door de bijzondere wet van 19 mei 1998, wordt opgeheven.

**Art. 14.** Deze bijzondere wet heeft uitwerking met ingang van 1 januari 2001.

Kondigen deze wet af, bevelen dat zij met 's Lands zegel zal worden bekleed en door het *Belgisch Staatsblad* zal worden bekendgemaakt.

Gegeven te Brussel, 5 mei 2003.

ALBERT

Van Koningswege :

De Minister van Sociale Zaken en Pensioenen,  
F. VANDENBROUCKE

Met 's Lands zegel gezegeld :

De Minister van Justitie,  
M. VERWILGHEN

## Note

(1) *Documents de la Chambre des représentants* :  
50-2338 — 2002/2003 :  
N° 1 : Projet de loi spéciale.  
N° 2 : Rapport.  
N° 3 : Texte adopté en séance plénière et transmis au Sénat.

*Compte rendu intégral* : 27 mars 2003.

*Documents du Sénat* :  
2-1571 — 2002/2003 :  
N° 1 : Projet transmis par la Chambre des représentants.

N° 2 : Rapport.  
N° 3 : Texte adopté en séance plénière et soumis à la sanction royale.

*Annales du Sénat* : 4 avril 2003.

## Nota

(1) *Stukken van de Kamer van volksvertegenwoordigers* :  
50-2338 — 2002/2003 :  
Nr. 1 : Ontwerp van bijzondere wet.  
Nr. 2 : Verslag.  
Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en overgezonden aan de Senaat.

*Integraal verslag* : 27 maart 2003.

*Stukken van de Senaat* :  
2-1571 — 2002/2003 :  
Nr. 1 : Ontwerp overgezonden door de Kamer van volksvertegenwoordigers.

Nr. 2 : Verslag.  
Nr. 3 : Tekst aangenomen in plenaire vergadering en aan de Koning ter bekrachtiging voorgelegd.

*Handelingen van de Senaat* : 4 april 2003.

**SERVICE PUBLIC FEDERAL  
SECURITE SOCIALE**

F. 2003 — 1902

[C — 2003/22507]

**8 AVRIL 2003. — Arrêté royal modifiant la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994**

ALBERT II, Roi des Belges,

A tous, présents et à venir, Salut.

Vu la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, notamment l'article 53 ;

Vu la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, notamment l'article 37, § 19, 1°, inséré par l'arrêté royal du 16 avril 1997 et l'article 196, § 3, remplacé par l'arrêté royal du 12 août 1994 ;

Vu l'avis du Comité de l'assurance soins de santé, émis le 27 janvier 2003 ;

Vu l'avis de l'Inspection des Finances, émis le 13 février 2003 ;

Vu l'accord de Notre Ministre du Budget, donné le 20 mars 2003 ;

Vu les lois sur le Conseil d'Etat, coordonnées le 12 janvier 1973, notamment l'article 3, § 1<sup>er</sup>, remplacé par la loi du 4 juillet 1989 et modifié par la loi du 4 août 1996 ;

Vu l'urgence ;

Considérant que le présent arrêté royal qui adapte la référence au minimum de moyens d'existence à la terminologie utilisée dans la loi du 26 mai 2002 concernant le droit à l'intégration sociale, laquelle est déjà entrée en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2002, doit aussi entrer en vigueur le 1<sup>er</sup> octobre 2002 ; c'est pourquoi le présent arrêté royal doit être pris et publié au *Moniteur belge* aussi vite que possible ;

Sur la proposition de Notre Ministre des Affaires sociales et des Pensions, et sur l'avis de Nos Ministres qui en ont délibéré en Conseil,

Nous avons arrêté et arrêtons :

**Article 1<sup>er</sup>.** L'article 37, § 19, 1°, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, inséré par l'arrêté royal du 16 avril 1997, est remplacé par la disposition suivante :

« les titulaires auxquels est accordé le droit au revenu d'intégration institué par la loi du 26 mai 2002 et les personnes qui sont inscrites à leur charge ainsi que les personnes à charge des titulaires visés aux articles 32 et 33, qui bénéficient du droit au revenu d'intégration susvisé. »

**Art. 2.** Dans l'article 196, § 3, de la loi relative à l'assurance obligatoire soins de santé et indemnités, coordonnée le 14 juillet 1994, remplacé par l'arrêté royal du 12 août 1994, les termes « les bénéficiaires du minimum de moyens d'existence » sont remplacés par les termes « les bénéficiaires du revenu d'intégration ».

**Art. 3.** Le présent arrêté produit ses effets à partir du 1<sup>er</sup> octobre 2002.

**FEDERALE OVERHEIDSDIENST  
SOCIALE ZEKERHEID**

N. 2003 — 1902

[C — 2003/22507]

**8 APRIL 2003. — Koninklijk besluit tot wijziging van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994**

ALBERT II, Koning der Belgen,

Aan allen die nu zijn en hierna wezen zullen, Onze Groet.

Gelet op de wet van 26 mei 2002 betreffende het recht op maatschappelijke integratie, inzonderheid op het artikel 53 ;

Gelet op de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, inzonderheid op het artikel 37, § 19, 1°, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 april 1997 en het artikel 196, § 3, vervangen door het koninklijk besluit van 12 augustus 1994 ;

Gelet op het advies van het Comité van de verzekering voor geneeskundige verzorging, gegeven op 27 januari 2003 ;

Gelet op het advies van de Inspectie van Financiën, uitgebracht op 13 februari 2003 ;

Gelet op de akkoordbevinding van Onze Minister van begroting van 20 maart 2003 ;

Gelet op de wetten op de Raad van State, gecoördineerd op 12 januari 1973, inzonderheid op artikel 3, § 1, vervangen bij de wet van 4 juli 1989 en gewijzigd bij de wet van 4 augustus 1996 ;

Gelet op de dringende noodzakelijkheid ;

Overwegende dat het onderhavige koninklijk besluit dat de verwijzing naar het bestaansminimum aanpast aan de terminologie gebruikt in de wet van 26 mei 2002 betreffende de maatschappelijke integratie, welke reeds in werking is getreden op 1 oktober 2002, eveneens in werking dient te treden op 1 oktober 2002 ; dat daarom onderhavige koninklijk besluit zo snel mogelijk dient te worden genomen en gepubliceerd in het *Belgisch Staatsblad* ;

Op de voordracht van Onze Minister van Sociale Zaken en Pensioenen, en op het advies van Onze in Raad vergaderde Ministers,

Hebben Wij besloten en besluiten Wij :

**Artikel 1.** Artikel 37, § 19, 1° van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, ingevoegd bij het koninklijk besluit van 16 april 1997, wordt vervangen door de volgende bepaling :

« de gerechtigden, aan wie het leefloon, ingevoerd bij wet van 26 mei 2002, wordt toegekend en de personen die te hunnen laste zijn ingeschreven, alsmede de personen ten laste van de in de artikelen 32 en 33 bedoelde gerechtigden, die het voormelde recht op het leefloon genieten. »

**Art. 2.** In artikel 196, § 3 van de wet betreffende de verplichte verzekering voor geneeskundige verzorging en uitkeringen, gecoördineerd op 14 juli 1994, vervangen door het koninklijk besluit van 12 augustus 1994, worden de woorden « de gerechtigden op het bestaansminimum » vervangen door de woorden « de gerechtigden op het leefloon ».

**Art. 3.** Dit besluit heeft uitwerking met ingang van 1 oktober 2002.